

Le pouvoir aux travailleurs

05 OCT 97

N° 49

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- AVEC OU SANS CAISTAB, LES PRODUCTEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR EUX-MEMES	2 - 4
- NON AU LICENCIEMENT DES TRAVAILLEURS! ..	5
- BIABOU: UNE BONNE OPERATION POUR LE GOUVERNEMENT ET POUR L'ENTREPRENEUR EN BATIMENT	6
- WASHINGTON, DETRUIT!	6 - 7
- L'INJUSTICE AU QUOTIDIEN: UN TRAVAILLEUR RENVOYE ET MIS EN PRISON APRES 27 ANS D'EXPLOITATION!	7
- IL Y A 50 ANS, LA GREVE DES CHEMINOTS DE L'ADF	8 - 9
- IL Y A 80 ANS, LA REVOLUTION RUSSE	10 - 13

**AVEC OU SANS CAISTAB,
LES PRODUCTEURS NE PEUVENT
COMPTER QUE SUR EUX-MEMES**

Le 2 octobre dernier le gouvernement a annoncé le prix du kg du cacao qui passe de 315 à 415F pour la campagne agricole 97-98. Soit une augmentation de 100F. La Banque mondiale a exprimé son désaccord, parce que "la fixation du prix du cacao n'est pas conforme avec les accords signés à Abidjan".

Ce que veulent la Banque mondiale et le FMI, c'est que l'Etat ivoirien n'intervienne plus -par le biais de la CAISTAB (Caisse de Stabilisation des Prix)- pour fixer les prix du café et du cacao. Ils veulent la liquidation de la CAISTAB. Le mois dernier, ce problème a ressurgi lors des négociations que le gouvernement ivoirien a eues avec ces deux organismes financiers internationaux pour avoir de nouveaux crédits.

Mais le gouvernement n'est pas pressé de lâcher prise. Car la filière café-cacao constitue un enjeu économique essentiel pour lui. Elle est, a réaffirmé le DG de la Caistab dans sa conférence de presse du 12 septembre 1997, "la base de notre économie, de notre succès et des performances de notre pays. Notre pays puise et puisera encore sa force de ces deux filières, pour réaliser le challenge de son développement véritable et profond".

En effet, la Caistab constitue un véritable empire dans l'économie ivoirienne. Dès 1966, un décret gouvernemental faisait obligation à cette Caisse de verser 40% de ses recettes au B.S.I.E (Budget Spécial d'Investissement et d'Equipement). Depuis, ce chiffre a peut-être été revu à la hausse.

Officiellement, la Caistab, créée en 1962 (d'abord sous l'appellation du C.S.S.P.A. ou Caisse

de Stabilisation et de Soutien des Prix des Productions Agricoles) a pour but de garantir les prix du café et du cacao aux producteurs, de manière à les protéger des fluctuations des cours mondiaux. Quelques dizaines de sociétés sont autorisées à commercialiser ces deux produits, mais elles doivent passer par la Caistab qui fixe à chacune d'elle la quantité à exporter ainsi que leur marge bénéficiaire. La différence entre cette marge bénéficiaire et les cours mondiaux revient à la Caistab.

La Caistab a donc le monopole de la commercialisation du café et du cacao. Et c'est sur les producteurs qu'elle réalise directement des recettes faramineuses. Par exemple, pour l'année 1984, les prix d'achat du café et du cacao au producteur ne dépassaient pas 400F/kg, alors que sur le marché mondial les prix étaient, en moyenne, respectivement fixés à 1.331F/kg et 1.035F/kg. Cette année le prix du cacao est fixé à 415F/kg alors que celui du marché mondial est d'un peu plus de 1.000F/kg.

C'est ainsi que bon an mal an, l'Etat ponctionne des centaines de milliards de FCFA sur le dos des paysans. Une partie de cet argent a servi à par exemple à financer la motorisation agricole et à favoriser le développement des cultures industrielles telles que le coton (c'est du moins l'explication officielle); mais une autre partie a servi surtout au financement du parti au pouvoir et à l'enrichissement personnel des dignitaires du régime.

Alors à partir des années 80, quand les cours du café et du cacao ont chuté, au moment où la Caistab devait précisément intervenir pour maintenir les prix d'achat de ces produits aux paysans, les caisses étaient désespérément vides. De nombreux producteurs étaient réduits à la misère. Certains auraient même préféré brûler leurs produits plutôt que de les vendre à un vil prix.

Le prétendu prix garanti est donc en fait une

escroquerie permanente.

On comprend alors pourquoi le gouvernement est très réticent à la liquidation de la Caistab. Mais quand la Banque mondiale et le FMI prétendent qu'en libéralisant totalement la filière café-cacao, cela permettrait aux paysans de profiter de la hausse des cours mondiaux, ils se moquent éperdument de ceux-ci.

Le FPI vient au secours de la Banque mondiale et du FMI, sous prétexte que la Caistab sert de "caisse noire" au PDCI et que les producteurs sont des "ouvriers agricoles" de ce parti au pouvoir. Mais une telle position ne tient absolument pas compte des intérêts des paysans. Car une libéralisation complète de la filière café-cacao permettra tout simplement de laisser jouer la sacro-sainte loi aveugle du marché.

Cette loi est celle de la jungle. Les plus forts imposent leurs prix aux plus faibles. Dans ces conditions, il n'est pas difficile d'imaginer une entente entre les gros requins du café et du cacao pour constituer un cercle de loups à l'intérieur duquel les paysans seront transformés en agneaux. Quels que soient les cours mondiaux, ils décideront des prix de ces produits en fonction de leurs seuls intérêts -même si cela entraînerait la ruine des producteurs.

Sous la pression des principaux bailleurs de fonds, le gouvernement ivoirien finira par céder. Il est d'ailleurs déjà d'accord sur le principe de la libéralisation complète du café et du cacao dans deux ans, tout en affirmant que la Caistab ne disparaîtra pas. Mais que celle-ci disparaisse ou pas, cela ne changera pas grand-chose pour les producteurs qui seront de toute façon impitoyablement exploités.

La seule limite à cette exploitation sera la capacité des producteurs à s'organiser pour se défendre collectivement, ne serait-ce que pour empêcher les acheteurs de décider à leur place le prix de vente de leurs produits.

NON AU LICENCIEMENT DES TRAVAILLEURS!

A l'annonce du licenciement de 13.000 "journaliers" de la Fonction publique (après plusieurs années de service pour le compte du gouvernement), les "journaliers" des TP de Khorogo ont réagi le 24 septembre passé, en bloquant le trafic routier à l'aide d'un engin des TP qu'ils ont placé au travers d'un pont situé à l'entrée de la ville de Khorogo. Ce n'est que vers la mi-journée que le trafic a pu être rétabli.

Au cours de ce mouvement, deux travailleurs ont été interpellés puis relâchés.

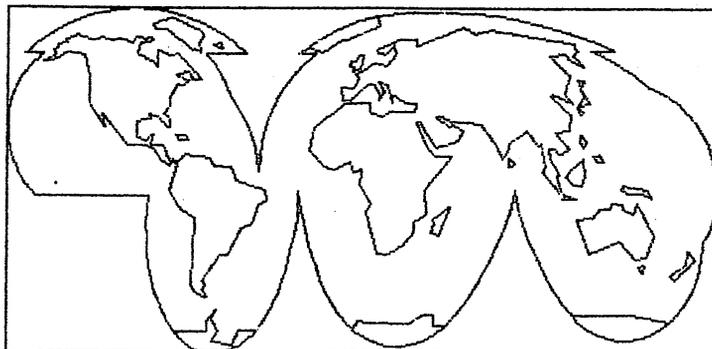
En fin de soirée, le syndicat des agents journaliers des TP (SYNAJTP) a demandé la suspension du mouvement. Le

gouvernement ayant accepté "le report de la décision de déflation" à fin décembre.

Les travailleurs n'ont pas d'autres choix que celui de la grève pour se faire entendre et défendre leurs intérêts.

Et si ces 13.000 travailleurs de la Fonction publique s'unissent par-delà leurs spécificités, pour mener une lutte commune, une lutte d'ensemble, ils peuvent se faire encore mieux entendre... et se faire craindre. De cette façon, ils ont la force de faire pencher la balance de leur côté et lutter pour l'annulation pure et simple de cette décision ignoble du gouvernement de se débarrasser d'eux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

BIABOU: UNE BONNE OPERATION POUR LE GOUVERNEMENT ET POUR L'ENTREPRENEUR EN BATIMENT

Biabou-Abobo, c'est ce nouveau quartier construit en toute hâte pour loger les déguerpis de Washington.

1.300 ouvrières et ouvriers se sont attelés à la tâche jours et nuits pour construire ce quartier.

Les bas salaires pratiqués et les heures de travail qui n'en finissaient pas étaient la réalité dans ce chantier. L'entrepreneur qui a eu ce contrat juteux s'en est mis plein les poches. Le gouvernement complice a, comme d'habitude, fermé les yeux dans ce genre de cas.

Le quartier n'est pas vraiment terminé. Les murs n'étaient pas encore secs que l'entrepreneur a vite fait de peindre l'extérieur. Les murs se fendillent de partout parce que les briques qui ont été utilisées n'étaient pas non plus sèches. L'intérieur des maisons n'est même pas peint... ni crépi. Il ne le sera peut-être jamais.

Plusieurs centaines de maisons n'ont même pas de sanitaires. Mais qu'importe aux hauts dignitaires du gouvernement! Leur objectif n'était pas de reloger les déguerpis de Washington, mais de s'en débarrasser, quoi qu'ils disent. D'ailleurs le gouvernement fait rire quand il dit qu'il "lutte contre la pauvreté" et ne saurait "laisser les gens sans abri". Si cela était le cas, il ne laisserait pas des populations entières dans ces maisons non finies et les faire en plus payer un loyer allant de 11.000F à 15.000F. Comme il ne laisserait pas non plus des ouvrières transporter des briques sur la tête du matin au soir pour 1.200F francs la journée de travail.

En tout cas, ce ne sont pas les ouvrières, les ouvriers, ainsi que les élèves en vacances qui y ont travaillé que le gouvernement et les journalistes à son service pourront tromper en prétendant le contraire.

WASHINGTON, DETRUIT!

Washington, ce bidonville en plein Abidjan a été détruit. Les habitants déguerpis. Quelques uns

ont été relogés à la hâte dans des maisons encore en cours de construction à Abobo-Biabou.

L E U R S O C I E T E

D'autres, des familles entières avec bagages et enfants, dorment à la belle étoile, sous la pluie. Leurs baraques ont été détruites, leurs affaires jetées dehors. Ils n'ont nulle part où aller.

Au moins un des enfants du quartier y a trouvé la mortcausée par le froid et la misère après

avoir passé plus de 3 jours et 3 nuits dehors sous la pluie.

Mais tout cela, qu'importe aux riches. Il ne s'agit que de pauvres; de misérables. Les riches ne veulent plus les voir devant leurs yeux. Qu'ils aillent donc mourir plus loin, à Abobo-Baoulé ou Abobo-Biabou, qu'importe. En tout cas là où leurs yeux ne peuvent les voir.

**L'INJUSTICE AU QUOTIDIEN:
UN TRAVAILLEUR RENVOYE ET MIS EN PRISON
APRES 27 ANS D'EXPLOITATION!**

Un ouvrier d'Uniwax, vient d'être renvoyé par son employeur après 27 ans de service... pour "faute grave". Donc sans droit. Et en prime, le tribunal lui inflige 2 mois de prison ferme.

faute grave pour laquelle ce patron et sa justice jettent ce travailleur et sa famille dans la misère? Eh! bien, ce dernier est tout simplement accusé d'avoir volé... 2 malheureux pagnes!

Mais quelle est donc cette

C'est ignoble! Révoltant!

* * * * *
* * * * *

**IL Y A 50 ANS,
LA GREVE DES CHEMINOTS DE L'AOF**

Le 10 octobre 1947, éclatait la grève des cheminots de l'Afrique Occidentale Française (AOF) qui a duré plus de cinq mois -du moins à Dakar, la zone la plus combative- et touché l'ensemble du réseau ferré de cette partie du continent.

Les revendications des grévistes étaient multiples mais on peut citer deux principales: augmentation des salaires et, surtout, égalité des droits entre employés blancs et noirs de la régie, revendication communément appelée "cadre unique".

- Le salaire: Sous le régime colonial, les cheminots africains étaient traités comme du bétail -sinon moins- avec un salaire de misère pour un travail dur et parfois dangereux à cause des fréquents accidents de travail. Ce salaire ne suivait pas l'augmentation constante du coût de la vie. Car pour faire face à l'inflation, la régie augmentait régulièrement ses tarifs alors que les salaires variaient très peu.

- Le "cadre unique": les ouvriers comme l'énorme majorité de la population de l'AOF, pour ne s'en tenir qu'à cette région de l'Afrique, souffraient de la domination coloniale et aspirait donc à la dignité. Aussi, les cheminots en grève réclamaient le même statut pour tout le monde. A travail égal, salaire égal, et surtout l'égalité des droits.

Car la régie pratiquait la discrimination. Les travailleurs de cette entreprise ferroviaire

ne bénéficiaient pas des mêmes statuts et des mêmes avantages. Selon la couleur de la peau, on ne touchait pas le même salaire, on n'avait pas les mêmes caisses de retraite, les mêmes prestations sociales, les mêmes emplois.

Après plus de cinq mois de grève, la régie a fini par céder sur une partie des revendications: 20 % d'augmentation de salaire et acceptation du "cadre unique" mais dans les faits très peu de cheminots africains bénéficiaient de ce statut auparavant réservé uniquement aux métropolitains.

Si les revendications n'étaient pas entièrement satisfaites, la grève, par sa durée, par son ampleur, par la solidarité spontanée des couches populaires a porté un grand coup à la puissance coloniale car le mouvement l'a privé, du fait de la paralysie des voies ferrées, des produits dont elle avait besoin pour les acheminer vers la métropole.

Ces produits étaient divers. - Le chemin de fer Dakar-Niger avait pour activité principale la collecte de l'arachide mais il servait aussi au transport des travailleurs saisonniers venant du Mali (appelés "navétanes") pour cultiver dans les champs d'arachide au Sénégal. - Le Conakry-Niger assurait le transport des bananes. - L'Abidjan-Niger servait à acheminer le cacao et le café de

Côte d'Ivoire vers les ports (Grand Bassam et Abidjan). - Enfin le Benin-Niger assurait depuis la ville de Parakou la desserte du fleuve Niger.

Ce sont ces produits-là qui étaient bloqués du fait de la grève. La puissance coloniale, voyant ses intérêts lésés, avait usé de tous les moyens pour casser cette grève, et pour faire reprendre le travail: emprisonnement du dirigeant syndical, Ibrahima Sarr; locaux syndicaux perquisitionnés, grévistes licenciés, création d'un syndicat-maison pour faire concurrence, appel aux dirigeants locaux, aux notables et chefs traditionnels, appel à l'armée, arrivée des cheminots "jaunes" de France, pressions de toutes sortes sur les ouvriers et leurs dirigeants etc... Mais les cheminots ont tenu bon.

Malgré leur petit nombre, (la classe ouvrière était très peu nombreuse à cette époque), les cheminots ont remporté une victoire face à la toute puissance coloniale et à son administration. Cette grève a illustré la puissance des travailleurs quand ils sont déterminés face à leurs exploités.

Le problème n'est pas une question de nombre. C'est plutôt une question politique

Pour les révolutionnaires marxistes, seul le prolétariat, aujourd'hui, représente l'avenir de l'humanité. Car la bourgeoisie, après avoir balayé le féodalisme devenu un frein au développement de la société, constitue à son tour ce même frein. C'est au tour du prolétariat organisé de prendre sa place car le rôle actuel de la bourgeoisie n'est plus révolutionnaire. De plus elle a

forgé les armes qui la mettront à mort: le prolétariat.

Bien sûr, si le prolétariat africain prenait le pouvoir politique en Afrique, ce ne serait pas pour y construire le socialisme. Car les richesses et les moyens nécessaires à l'édification de la société socialiste de demain se trouvent accumulés dans les pays développés, aux Etats-unis, au Japon, en Allemagne, en France... C'est la bourgeoisie internationale qui les détient. Il faut d'abord les lui prendre, par la force, car elle ne les cédera pas de son propre gré.

Cette expropriation et la mise en commun des richesses et moyens détenus par la bourgeoisie internationale ne peut se faire également qu'à l'échelle internationale. Aussi, l'objectif du prolétariat africain au pouvoir ne serait donc pas de construire le socialisme dans le seul cadre de l'Afrique.

Cependant, le prolétariat africain, même minoritaire, constitue une force non négligeable parce que partie intégrante de la classe ouvrière mondiale. Elle peut, malgré sa faiblesse numérique, être le fer de lance de la révolution prolétarienne mondiale.

Les intellectuels africains qui veulent que la misère, l'exploitation disparaissent à tout jamais de l'Afrique ont intérêt à étudier le marxisme. Car s'ils veulent se mettre au service de la classe ouvrière africaine au lieu, généralement de se contenter d'être des valets de l'impérialisme, ils y trouveront les armes nécessaires à la destruction de la bourgeoisie à l'échelle internationale.

IL Y A 80 ANS, LA RÉVOLUTION RUSSE

Le 25 octobre 1917 (Le 7 novembre selon le calendrier occidental) la classe ouvrière russe, à l'appel du parti bolchevique, le "parti de Lénine et Trostky", comme on disait à l'époque, s'emparait du pouvoir.

80 ans après, bien que l'URSS n'existe plus, et que l'Etat né de cette révolution soit devenu depuis longtemps le défenseur d'une minorité de privilégiés, de bureaucrates, les leçons de la révolution d'octobre sont encore d'une brûlante actualité pour les prolétaires de tous les pays.

La Russie était un immense pays sous-développé, arriéré. A sa tête il y avait un tsar c'est-à-dire un autocrate, un roi. Son empire s'étendait jusqu'en Asie et en Sibérie. La majeure partie de la population était composée de paysans pauvres, de moujiks qui travaillaient comme métayers dans les grands domaines appartenant à des propriétaires terriens. Par contre dans les grandes villes il y avait de grandes usines, où un prolétariat moderne était concentré.

C'est la guerre -la première guerre mondiale qui durait depuis trois ans déjà -qui a joué le rôle de l'accoucheuse d'histoire en rendant aiguës, insupportables toutes les contradictions de la société russe.

La Russie était au bord de la catastrophe. La production était complètement désorganisée, le chômage et l'inflation prenaient des proportions alarmantes. Dans les villes, on

était au bord de la famine. Dans les campagnes les paysans continuaient à survivre misérablement en espérant une réforme agraire. En février 1917 les masses pauvres russes renversèrent le Tsar et balayèrent son régime corrompu et haï. La république fut proclamée, mais n'avait résolu aucun des problèmes qui se posaient au pays.

La chute du Tsar Nicolas II avait créé un vide politique. Un double pouvoir s'était de fait instauré. D'un côté celui des ouvriers et des paysans organisés en soviets (conseils). De l'autre, celui du gouvernement provisoire officiel favorable aux bourgeois.

Dans un premier temps, la majorité des travailleurs avaient fait confiance aux partis réformistes (mencheviks et socialistes révolutionnaires) qui, majoritaires dans les soviets avaient choisi de laisser le pouvoir légal au gouvernement provisoire. Les partis qui le composaient parlaient de faire la paix, d'étudier la question agraire, de soulager la misère des villes. Ils n'ont tenu aucune de leurs promesses car le gouvernement qu'ils soutenaient, qu'ils géraient, ne le faisait pas dans l'intérêt des masses déshéritées. Il laissait l'économie dans les mains de capitalistes échappant à tout contrôle, organisant le sabotage de la production et camouflant leurs stocks. Ces capitalistes spéculaient et réalisaient d'énormes profits tandis que

dans les villes et les campagnes affamées, ouvriers et paysans manquaient du minimum pour survivre.

Face à cette situation le parti bolchevique proposait des mesures radicales. Il proposait de nationaliser les grands trusts capitalistes, de regrouper les petites entreprises en cartels, de nationaliser et de fusionner les banques. Pour réaliser cela, il faisait appel aux ouvriers et aux paysans pour qu'ils exercent eux-mêmes un contrôle sur les usines dans les villes et sur les propriétés foncières dans les campagnes.

Mais lorsque les Bolcheviques arrivent au pouvoir, ils iront beaucoup plus loin car devant la résistance des capitalistes et des propriétaires fonciers ils vont exproprier rapidement toute la bourgeoisie.

C'est grâce aux soviets (nés au cours des grèves insurrectionnelles de 1905) que les ouvriers purent d'abord contrôler et par la suite exproprier toute la bourgeoisie. Les paysans en firent de même dans les campagnes. Le pouvoir soviétique est une caractéristique fondamentale de la révolution russe. Cette forme de pouvoir reste un exemple pour toutes les révolutions prolétariennes à venir. Au sein des soviets les travailleurs ont pu faire l'apprentissage de la révolution et de leur force politique. Ils y ont aussi pu apprendre à travers des militants de différentes formations politiques à reconnaître, à soutenir ou désavouer les différentes orientations proposées. C'était un organe de pouvoir très démocratique. Les délégués étaient élus et révocables à tout moment.

Au fur et à mesure que la

révolution avançait, que le prolétariat se radicalisait, les Bolcheviques minoritaires au départ dans les soviets, devenaient majoritaires. La confiance qu'ils gagnaient progressivement, leur influence, étaient dues au fait qu'ils défendaient jusqu'au bout les intérêts du prolétariat et des classes exploitées. Eux seuls affirmaient que les revendications résumées par: "la paix, le pain et la terre" ne pourraient être satisfaites que si les travailleurs prenaient en mains les destinées de la société. Dans l'affrontement latent entre la classe ouvrière et les forces réactionnaires, le général Kornilov maintenu en poste par le gouvernement provisoire dirigé par le socialiste Kérenski, a tenté de s'emparer du pouvoir en août. Il échoua devant la mobilisation des travailleurs. Après l'échec du putsch, les Bolcheviques qui avaient été à la tête de la lutte, allaient s'employer à préparer l'insurrection pratiquement au grand jour.

Au fil des jours les soviets donnaient des ordres à l'armée, bloquaient l'état-major et paralysaient ainsi le gouvernement provisoire et la réaction. Les soldats organisés en soviets tentaient de contrôler les décisions des officiers.

M a i s d e v a n t l a radicalisation de la classe ouvrière, toutes les garnisons obéirent rapidement aux seules directives émanant du soviet.

Kérenski tenta dans la nuit du 23 au 24 octobre d'interdire les journaux Bolcheviques et d'engager des poursuites contre le comité militaire révolutionnaire de Pétrograd (Saint Pétersbourg) qui

s'affirmait comme le seul organe de pouvoir reconnu par l'armée. Les soldats, loin de s'incliner distribuèrent les armes aux ouvriers. C'est ainsi que le 25 octobre Pétrograd se réveilla sous un nouveau régime. Ce jour-là le deuxième congrès du soviét (le 1er avait eu lieu en juin) se proclamait au nom du peuple travailleur, le seul pouvoir en Russie.

Le Palais d'Hiver où s'était réfugié le gouvernement provisoire fut pris d'assaut par les ouvriers et les soldats dans la nuit suivante.

Dans l'esprit des révolutionnaires Bolcheviques qui se trouvaient ainsi portés au pouvoir, la révolution russe n'était que la première victoire de la révolution mondiale. Le jeune Etat soviétique n'était que le premier bastion de cette révolution. La révolution russe constitue le début d'une crise révolutionnaire en Europe notamment en Allemagne en 1919.

Mais malheureusement la bourgeoisie a réussi à vaincre la révolution partout -souvent avec l'aide des partis réformistes- sauf en Russie. Mais du coup, la révolution est restée confinée à l'intérieur des frontières russes. Elle est restée isolée dans ce pays sous-développé et misérable. Elle a reculé à l'intérieur même du pays où des forces conservatrices et réactionnaires sont remontées à la surface. La classe ouvrière a été écartée du pouvoir par une bureaucratie en partie issue de ses rangs.

C'est en tant que représentant de cette bureaucratie que Staline s'assura le pouvoir et l'a exercé de façon dictatoriale en renonçant à la révolution mondiale. Le pouvoir

des soviets était mort.

En expropriant radicalement la bourgeoisie, le prolétariat russe a créé les fondements d'une autre organisation économique que celle basée sur la propriété privée et la concurrence. Mais en s'arrogeant le pouvoir politique, la bureaucratie s'est assurée la direction de l'économie qu'elle avait organisée de façon à consolider et accroître ses propres privilèges. L'économie était étatique et planifiée mais ce sont les bureaucrates qui dominaient l'Etat et qui définissaient le plan.

Malgré l'absence de contrôle démocratique par en bas, malgré les détournements de la bureaucratie, l'URSS issue de la révolution russe s'est développée, pendant des dizaines d'années, à un rythme bien plus rapide qu'aucun pays capitaliste, les Etats-Unis ou le Japon compris et à plus forte raison, que les pays pauvres comparables à elle. C'est grâce à l'économie planifiée que l'URSS est devenue, pour une longue période, la deuxième puissance du monde.

Ces décennies-là ont montré que le mode de production dont le prolétariat est porteur, même réalisé dans les pires conditions, même parasité par une bureaucratie, est plus efficace que le capitalisme et son économie de marché.

Aujourd'hui, l'URSS n'existe plus. Depuis Gorbatchef ses dirigeants ont décrété officiellement d'abandonner toute référence, qui n'était plus que formelle, à Octobre 1917. Des fondements de la révolution russe, de la planification économique il n'en reste plus grand chose.

L'intégration progressive dans le système capitaliste mondial se traduit par une sur-exploitation des travailleurs, par la baisse brutale de leur niveau de vie, par l'explosion du chômage et l'effondrement de la protection sociale. Dans le même temps cela se traduit par un enrichissement brutal des anciens bureaucrates dont une partie se métamorphose en maffia aussi avide qu'arrogante.

Mais en dépit de tout cela, l'exemple de 1917 reste d'actualité. Le système capitaliste qui domine la planète est un système malade et sénile. Rien que dans ce siècle il a été

porteur de deux grandes guerres mondiales. Si nous voulons que l'humanité connaisse un autre avenir que celui des crises, des guerres impérialistes d'un côté, de la famine, du sous-développement sur le terreau desquels se développent les luttes fratricides à coloration ethnico-religieuse dans les pays pauvres, il faut que les travailleurs du monde entier se donnent la main pour mettre fin à ce système révolu. Il faut prendre la succession des révolutionnaires russes pour définitivement jeter les bases du communisme. Car c'est le seul avenir vraiment digne de ce nom pour l'humanité.

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.